

Note de synthèse - continuité éducative en période de crise

Sanitaire : enjeux et perspectives d'avenirs

Regard du Pôle ressources

Eléments de contexte

Avec la crise sanitaire et la mise en place du confinement, le renforcement des inégalités éducatives, ainsi que la rupture de continuité scolaire et éducative, ont rapidement été mis sur le devant de la scène. Dès les premiers jours, il s'est avéré complexe de maintenir le lien avec tous les élèves, tous les jeunes, toutes les familles et ce, malgré l'adaptation dont ont fait preuve tant les enseignants que les acteurs socio-éducatifs, voire culturels.

Les éléments présentés ci-après sont issus des différents échanges menés en visioconférence avec les professionnels de la Politique de la ville (équipes projet des collectivités, programmes de réussite éducative, acteurs de la santé publique), au sein du réseau national des centres de ressources Politique de la ville et des nombreuses publications de presse faisant état des inégalités dans le cadre de la crise sanitaire.

> L'école à la maison

Nature des inégalités/ difficultés

Dans le champ scolaire, les familles ont et continuent d'avoir des difficultés à prendre le relais pour des raisons souvent cumulatives exacerbées par le confinement : absence de matériel informatique adéquat et en nombre suffisant, non-accès à internet, débit insuffisant, situations d'illettrisme ou d'illectronisme, difficultés à assurer un accompagnement pédagogique (appropriation des attendus de l'école, télétravail ou travail en présentiel). De nombreuses solutions sont en cours de déploiement (Etat, collectivités, entreprises, associations...) pour répondre aux problématiques relatives à l'équipement (prêts de matériel, clefs internet), faisant apparaître un besoin de coordination. Pour autant, la question des usages du numérique n'est pas résolue et demeure un enjeu.

Enfin, au-delà de l'école à la maison, il est probable que les jeunes ayant fait le choix d'intégrer des filières (techniques, professionnelles, supérieures) centrées sur l'alternance rencontrent des difficultés pour finaliser leur démarche alors qu'il est d'ordinaire déjà complexe de trouver des employeurs.

Point(s) d'appui pour l'avenir

Pour autant, les professionnels des territoires (PRE, Centres sociaux, associations, services éducatifs et politique de la ville) témoignent, - malgré la perte de lien avec certains élèves/jeunes/ famille -, de l'investissement de nombreuses familles qui sollicitent, cherchent à faire imprimer les devoirs, s'intéressent et s'impliquent plus qu'à l'accoutumée dans les travaux de leurs enfants. Autrement dit, les parents passent et consacrent plus de temps avec leurs enfants, vécu susceptible de les renforcer en termes de parentalité et sur lequel il semble possible de capitaliser.

> Au-delà de l'école, les enjeux éducatifs

Nature des inégalités/ difficultés

Les enjeux éducatifs ne se résument pas à la dimension scolaire mais à un ensemble de questions (parentalité, prévention, protection de l'enfance...). L'expérience extrême du confinement accentue dans certains cas les tensions intrafamiliales en lien avec des problématiques de sur-occupation des logements ou de violences plus ou moins latentes. Par ailleurs, en amoindrissant les liens avec les institutions en structures de proximité, il limite la capacité à trouver des solutions aux difficultés rencontrées, voire à médiatiser les

questionnements du quotidien laissant le champ libre aux « fake news » qui ne sont plus régulées par l'environnement.

Point(s) d'appui pour l'avenir

Dans ce contexte, marqué par l'intensification des problématiques, les professionnels font preuve de pragmatisme pour trouver des solutions. Des équipes pluridisciplinaires de soutien (EPS) se mettent par exemple en place afin d'apporter des solutions coordonnées à la question des « décrocheurs » en identifiant par exemple l'acteur le plus à même de reprendre contact ou de permettre la mobilisation des services sociaux sur des problématiques de violence. Des réponses peuvent être apportées conjointement entre les Programmes de réussite éducative (PRE) et les établissements scolaires pour l'identification des besoins en matériel informatique ou l'impression des « devoirs ». Toutes ces initiatives témoignent d'une certaine « fluidification » des partenariats, socle nécessaire pour agir de concert à la sortie du confinement et à l'avenir.

> Des professionnels engagés mais également touchés par la crise sanitaire

Nature des inégalités/ difficultés

Les professionnels du champ de l'éducation sont, tout comme l'ensemble de la population, impactés par la crise sanitaire en cours, parfois même directement. Le confinement constitue une épreuve complexe sur le plan personnel mais également professionnel puisque peu d'acteurs (collectivités ou associations) étaient prêts à la mise en place rapide et massive du télétravail, à intervenir sur le terrain en limitant les risques sanitaires ou encore à agir via des entretiens téléphoniques. Le travail en équipe a ainsi été impacté et il reste difficile pour les professionnels d'envisager la sortie du confinement (organisation du travail, peurs voire angoisses, mise entre parenthèse du renouvellement des exécutifs locaux, distanciation sociale durable à moyen terme...).

Point(s) d'appui pour l'avenir

Malgré le bouleversement engendré, les professionnels, après une phase de sidération et de tâtonnement, s'organisent pour prendre contact avec leurs publics et échanger entre partenaires. Il est d'ailleurs régulièrement mis en avant la plus grande facilité à échanger entre partenaires, parfois plus facilement qu'au sein de sa propre institution. Par ailleurs, les professionnels des PRE témoignent de relations renouvelées avec les familles qu'ils suivent, ces dernières ayant en effet été touchées par des appels visant simplement à prendre des nouvelles.

Quels enjeux ?

> A courts termes

Soutenir la capacité à agir des professionnels de l'éducation dans les territoires

Cela peut se traduire par la mise en place de groupes d'échanges, d'espaces d'analyse de pratiques professionnelles... Ces temps visent à soutenir des professionnels intervenant dans le champ de l'éducation en charge d'accompagner les publics fortement fragilisés.

Maintenir le lien avec les familles

Aller vers, (re)créer du lien avec les enfants, les jeunes et leurs familles implique de s'appuyer sur l'ensemble du réseau d'acteurs locaux (Education nationale, collectivités (les différents services à la population dont ceux à l'éducation, l'ensemble des acteurs sociaux), associations, prévention spécialisée...). Il s'agit par exemple d'identifier, au cas par cas, celles ou ceux les plus à même de reprendre contact.

Développer les espaces de parole

Les besoins en accompagnement des familles des quartiers prioritaires sont importants. Le confinement et les difficultés rencontrées (peurs, angoisses, tensions intrafamiliales, difficultés

à répondre aux besoins primaires...) demandent des espaces individuels et peut-être surtout collectifs permettant d'échanger, de mettre des mots sur un vécu commun pour favoriser la résilience et donc avancer. Il s'agit ainsi de rassurer, calmer, mettre des mots.

Maintenir des espaces d'échanges sur les situations individuelles et le partage d'informations

A l'image des EPS, il s'agit de maintenir, ou développer, les espaces d'échanges sur les situations des familles, espaces également à même de faciliter le partage d'informations propres à chaque acteur dans un contexte de forte réorganisation.

Développer des stratégies globales pour l'été

La période estivale constituera une occasion importante pour travailler avec les familles alors qu'il est fort probable que les départs seront moins nombreux qu'à l'accoutumé (moyens financiers, voyages limités voire interdits à l'étranger...). De nombreux dispositifs de droit commun (Education nationale, CAF, Conseil Départemental, villes) ou spécifiques (appel à projet Politique de la ville, programmations des PRE, des Ateliers Santé Ville (ASV), des Cités éducatives, des conventions TFPB, l'appel à projet VVV) constituent autant de leviers financiers pour agir. Les enjeux de coordinations seront forts afin de répondre de manière lisible aux besoins (rentrée scolaire de septembre, médiation numérique, contraintes de distanciation sociale, projets associant numérique, culture et éducation, prévention en matière de santé et concernant les gestes barrières, présence éducative sur les réseaux sociaux...) tout en multipliant les opportunités et ainsi éviter les concentrations de population.

> A moyens et longs termes

Asseoir la légitimité (interne et externe) des PRE

Bien qu'ayant plus de 10 ans d'existence, le dispositif manque encore de reconnaissance dans les territoires et est questionné dans différentes études réalisées à l'échelle nationale alors qu'il est essentiel d'un point de vue opérationnel pour organiser les échanges autour des situations, développer des solutions adaptées aux besoins non couverts et créer des liens de confiance avec les familles et, d'un point de vue stratégique, mobiliser les acteurs et donner une lecture fine et actualisée des réalités territoriales.

Développer les coordinations locales en matière d'éducation à l'image des Cités éducatives

Le pilotage tripartite (Education nationale, Préfecture, Ville) semble favoriser le travail en réseau. Plusieurs villes labellisées ont ainsi réussi à faire preuve d'une grande réactivité en s'appuyant sur les dynamiques créées dans le cadre de la labellisation. Développer ces logiques, au-delà des sites expérimentaux, à l'image des cités régionales franciliennes, constituerait une opportunité réelle pour des volets éducatifs des contrats de ville plus à même de permettre coopérations et réponses conjointes.

Développer des stratégies locales et globales autour du numérique

Il s'agit de construire des réponses locales globales, autrement dit s'intéressant tout à la fois à l'accès au numérique (matériel informatique, connexion) qu'aux usages. La crise sanitaire a montré l'importance des inégalités en la matière alors que le numérique constitue un recours pour dépasser, au moins en partie, les mesures de distanciation. Ces stratégies locales se doivent d'intégrer, au-delà de l'urgence actuelle, l'accès individuel et collectif à des outils numériques de qualité (prêt de matériel au-delà de la crise sanitaire), une connexion pour tous (à l'image par exemple du dispositif d'internet social mis en place par Brest Métropole) et un travail sur les usages. Sur ce dernier point, il est question d'allier les approches préventives - jusque-là privilégiées (dangers des écrans, fake news) - et d'appropriation (utilisations, usages « positifs » ...) qui sont à renforcer.